



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 22/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**iPS (ex EPS)**

Z.I. de la gare  
B.P. 14  
43210 Bas-En-Basset

Références : UID4243-EAR-024-441  
Code AIOT : 0005600181

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement iPS (ex EPS) implanté Z.I. de la Gare 2 route du Razat 43210 Bas-en-Basset. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- iPS (ex EPS)
- Z.I. de la Gare 2 route du Razat 43210 Bas-en-Basset
- Code AIOT : 0005600181
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Industrial Packaging Solutions (IPS) est une entreprise spécialisée dans le domaine de l'extrusion, de la sacherie et de l'impression par flexographie.

La société IPS a été créée en 2018 suite à la fusion des sites EPS et RAE.

La production représente environ 30 000 t/an.

IPS compte 110 salariés, elle fonctionne en 3\*8h du lundi 5h au samedi 5h.

### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

### **Thèmes de l'inspection :**

- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Demande d'action corrective	1 mois
8	plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1	Demande d'action corrective	1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	Sans objet
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité pour ce qui concerne l'état des stocks de produits chimiques, les étiquetages des produits et les fiches de données de sécurité des produits contrôlés. Il manque des rétentions en-dessous des robinets des IBC pour récupérer les fuites éventuelles.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Constats :</b>  L'inspection a choisi de réaliser une inspection sur le produit "encre à solvant blanc " L'étiquette présente sur l'emballage commercial (cuve en inox de 800 kg) est en français et comporte les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une fiche de données de sécurité (FDS) récente du produit "encre à solvant blanc" datant du 17 novembre 2024, celle-ci est en français et contient 16 rubriques.</p> <p>La FDS est à disposition des travailleurs sur le réseau de l'entreprise et des FDS simplifiées sont affichées à l'entrée des ateliers.</p> <p>Les conditions de stockage sont respectées, les opérateurs utilisent des gants et lunettes et ont des masques FFP2 à disposition.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>2 cuves en inox de 1000L du produit « encre solvant blanc » sont stockées sur une rétention qui ne paraissait pas pouvoir contenir 1000L. Les autres produits chimiques liquides sont stockés de la même manière. L'exploitant vérifiera que les volumes de ces rétentions sont suffisants.</p> <p>De l'autre côté du bâtiment, sont stockées les cuves lorsqu'elles sont entamées, les rétentions associées semblent de volumes suffisants en regard de la prescription mais il manque des rétentions en-dessous des robinets permettant de récupérer les fuites éventuelles, dont certaines sont visibles au sol (sol étanché bétonné).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra, dans un délai de 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justifier que les volumes des rétentions respectent la prescription. A défaut, une mise en conformité doit être réalisée,</li> </ul>

- placer des rétentions sous les robinets des cuves ouvertes afin de collecter les éventuelles égouttures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rétentions sont métalliques, elles semblent en bon état. Elles datent de moins de 2 ans. Elles sont vérifiées visuellement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare ne pas posséder de produits incompatibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les stocks de produits chimiques sont notés dans un registre, mis à jour une fois par semaine.  En ce qui concerne l'encre solvantée blanche, il était noté sur le registre un stock de 2020 kg, l'inspection a pu voir 2 cuves de 800 kg pleines et 2 cuves entamées au niveau des imprimeuses. L'inspection n'a pas pu vérifier en détail la quantité contenue dans les cuves entamées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"><li>- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Des fiches de données de sécurité simplifiées sont affichés dans les ateliers , il est indiqué dessus: <ul style="list-style-type: none"><li>-les procédures en cas de renversement au sol, d'écoulement aux égouts et pour l'élimination des déchets,</li><li>-les moyens d'extinction en cas d'incendie.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : plan de gestion des solvants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan de gestion des solvants
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni à l'inspection le plan de gestion des solvants 2022 à l'inspection mais pas celui de 2023 qui sera à fournir dans un délai de 1 mois. Il fournira celui de 2024 avant le 31 mars 2025. Les droits GEREPE ont été ouverts afin que l'exploitant déclare ses émissions annuelles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra, dans un délai de 1 mois fournir le plan de gestion des solvants de 2023. La déclaration annuelle des émissions industrielles au titre de l'année 2024 devra être réalisée via l'application Gerepe avant le 31 mars 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois